

Les universités israéliennes nées pour servir un projet colonial



campagne de soutien de l'université de Tel-Aviv aux etudiant.es-soldat.es

de la Nakba à Gaza

première version de la brochure mai 2025

Pour partager des infos et améliorer cette brochure contact par mail :

desarmonslesuniversites@proton.me

1- CRÉER DES UNIVERSITÉS POUR SERVIR LE PROJET COLONIAL SIONISTE : HAGANAH, SCIENCE CORPS ET NAKBA

2- IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE, INGÉNIERIE DÉMOGRAPHIQUE ET AVANT-POSTE

- a. l'université d'Haïfa et la judaïsation de la Galilée**
- b. l'université Ben Gurion et la judaïsation du Naqab**
- c. l'université Bar-Ilan et l'université Ariel**
- d. l'université de Jérusalem**

3- DES SAVOIRS AU SERVICE DE LA COLONISATION

- a. le droit**
- b. l'archéologie**
- c. les études « moyen-orientales »**

4- LE COMPLEXE MILITARO-UNIVERSITAIRE

- a. les entreprises d'armement**
- b. l'armée israélienne**
- c. les liens avec les États-Unis**
- d. modèle économique, start-up et tech transfer**
- e. le gouvernement israélien et l'université**

5- ENRÔLEMENT, LOBBYING ET GUERRE COGNITIVE

- a. hasbara**
- b. l'université Reichman et le lobbying**
- c. lone soldier**

6- HORIZON EUROPE, SCIENCE DIPLOMACY ET NORMALISATION

- a. dual use et recherche sur l'armement**
- b. Frontex, le marché européen des drones et Israël**
- c. science diplomacy et soft power**

7- RÉPRESSION ET EMPÊCHEMENT DES ÉTUDIANT.ES PALESTINIEN.NES

8- CONCLUSION

9- RESSOURCES (livres, sites, campagnes...)

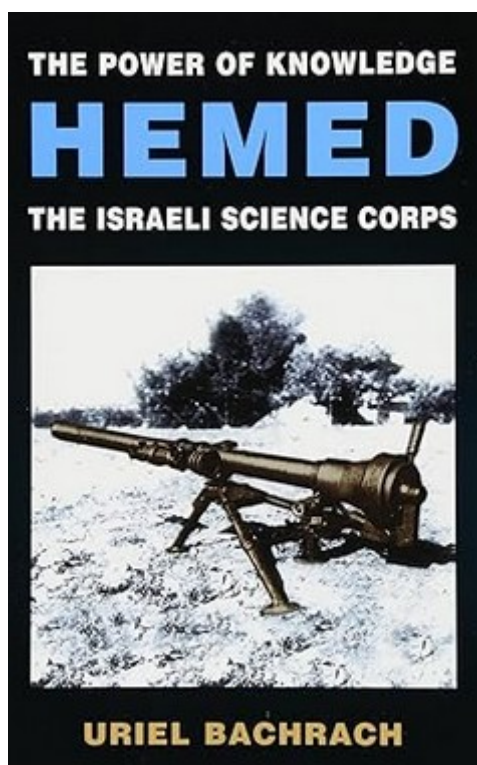
10. GLOSSAIRE

1. CRÉER DES UNIVERSITÉS POUR SERVIR LE PROJET COLONIAL SIONISTE : HAGANAH, SCIENCE CORPS ET NAKBA.

La nécessité de se doter d'universités afin de servir le projet sioniste est apparue dans un contexte militaire bien avant 1948.

La création de l'institut Technion en 1912 et l'institut Weizmann (the Sieff institute) en 1934 ont eu pour objectifs l'avancement technologique nécessaire à la création d'un état israélien. L'implantation géographique de ces universités répondent également à des objectifs territoriaux, l'université hébraïque de Jérusalem créée en 1918 représentant un avant-poste symbolique et politique fort.

Les universités, lieu de recrutement pour le projet sioniste.



Avant la Nakba, se mettent en place les **science corps** ou **HEMED** en 1946 par la milice paramilitaire sioniste principale, la **Haganah**, qui installe différentes bases dans les trois jeunes universités à des fins de recherche et dans le but d'augmenter les capacités militaires notamment dans l'élaboration d'armes, d'équipement et d'expertise aux différentes milices sionistes.

En février 1948, le département biologique des *science corps* travaille pendant 2 mois sur des armes biologiques, ce qui se matérialisera par l'**opération « cast thy bread »** qui vise à empoisonner les puits des villages palestiniens afin d'empêcher les habitants de retourner chez eux une fois expulsés. Les cas de Beit Mahsir et d'Acre avec l'acqueduc Kabri sont relatés dans le livre d'Ilan Pappé sur la Nakba.

L'opération lance-flammes avait pour projet de développer une arme biologique capable d'ôter la vue. Piloté par les frères Katzir (dont l'un sera le 4^e président d'Israël) le projet est testé sur des animaux, et avance jusqu'à être en mesure de commencer la production en juin 1948.

Malgré les archives et les preuves historiques, l'opération sera un temps démentie, les sionistes accusant d'antisémitisme les personnes y faisant référence.

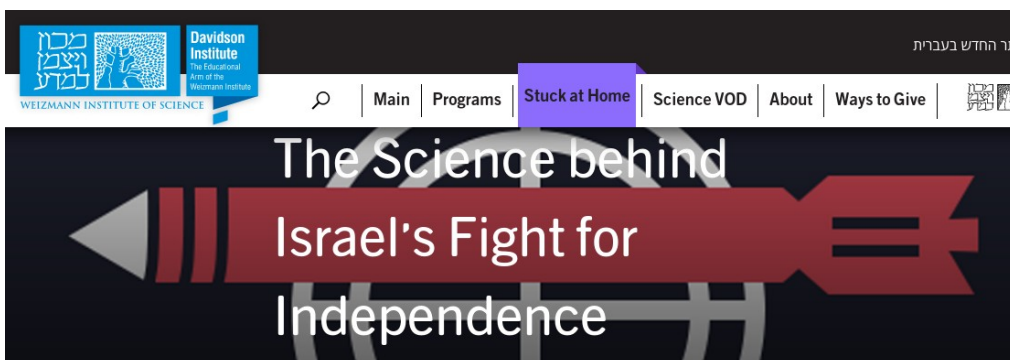
Les armes développées par ces *science corps* ont été le fruit du travail d'étudiants et chercheurs désignés comme soldats de par leur travaux de recherche. Ces laboratoires fonctionnaient 24H24 7j/7 avec la mise en place d'équipes en rotation. Après la Nakba bon nombre de ces étudiants et chercheurs ont par la suite occupé des postes dans l'appareil d'état israélien ou à l'université.

Aujourd'hui encore, la filiation avec les *science corps* est valorisée par les universités les ayant abritées.

Les instituts Weizmann et Technion ont participé à l'ancrage des *science corps* et sont devenus par la suite le centre scientifique militaire de l'état israélien, développant les industries militaires israéliennes (Rafael, IAI) et marquant l'institutionnalisation de la recherche dans l'armement de l'état israélien.

En 1952, HEMED est rattaché au ministère de la défense devenant le *research and design directorate* dont le directeur est également à l'époque un administrateur de l'institut Weizmann.

En 1958, le *directorate* devient l'autorité pour le développement de l'armement dont l'acronyme en hébreu est aujourd'hui plus connu sous le nom de **Rafael**, grande entreprise d'armement israélienne.



Site de l'institut Weizmann

L'institut Technion

Avec la présidence du général Yaakov Dori, de 1951 à 1965, dernier commandant de la Haganah et premier chef d'état major interarmées de l'Etat d'Israël, Technion consolide sa réputation en tant que fournisseur technique des besoins d'Israël en matière de sécurité.

Ses liens historiques avec la brigade Carmeli restent étroits. Née en février 1948 et composée d'étudiants et membres de l'institut Technion, elle a été créée pour être une des neuf unités d'élites de la Palmach.

En 1948, Mordechai Maklef, à l'époque étudiant en ingénierie au Technion et plus tard commandant du 22e bataillon, commandant de la brigade Carmeli et troisième chef d'état-major de l'Etat d'Israël, recrute ses camarades de classe pour une mission

de défense du district de Haïfa et Carmel dont la base de retraite prévue n'était autre que la cour de l'institut Technion.

Les commémorations israéliennes annuelles de la guerre d'« indépendance » rassemblent des membres de la brigade Carmeli, des vétérans de 48 et des membres de l'institut Technion marquant les liens historiques qu'ils entretiennent.

2. IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE DES UNIVERSITÉS ENTRE INGÉNIERIE DÉMOGRAPHIQUE ET AVANT-POSTE DE LA COLONISATION

L'**ingénierie démographique** se définit comme le transfert forcé de populations dans le but de modifier de manière permanente la démographie, comme la création de zones ethniquement homogènes.

Historiquement, elle a servi à sécuriser les territoires nouvellement conquis par les empires ou à accroître la population dans des zones peu peuplées, revêtant souvent une importance stratégique pour les routes commerciales impériales et renforçant le pouvoir politique et économique d'un groupe ethnique privilégié. À l'ère des États-nations, l'ingénierie démographique a servi à soutenir la montée du nationalisme ethnique ou religieux.

L'opération de **nettoyage ethnique** de 1948, nous dit Ilan Pappé, a permis à Israël de contrôler 80 % de la Palestine cependant qu'une minorité palestinienne assez importante s'est maintenue au sein de l'état juif. Après 1948, un régime militaire sévère est imposé à la minorité palestinienne en Israël jusqu'en 67. La prolongation du nettoyage ethnique jusqu'à aujourd'hui s'est faite par une politique de judaïsation des régions à forte population palestinienne.

Régime militaire, lois discriminatoires, pratiques et projets de nettoyage ethnique font partie des moyens utilisés par Israël pour créer de nouvelles réalités démographiques, une « Nakba continuelle ».



Les universités israéliennes de part leur implantations géographiques maillent le territoire modifiant les réalités démographiques des régions.



Institut Technion (ITT)

créé en 1912

ouvert en 1924

Hebrew university of Jerusalem (HUJI)

créée en 1918

ouverte en 1925

Institut Weizmann 1934

Bar Ilan university (BIU)

1955

> **Ariel University**

1982 accréditée en

2012

> **Azrieli faculty of medicine** Safed 2011

Tel Aviv university (TAU)

1956

Haifa university 1963.1972

Ben Gurion university

(BGU) 1969

> Sde Boker 1974

> Eilat campus 2002

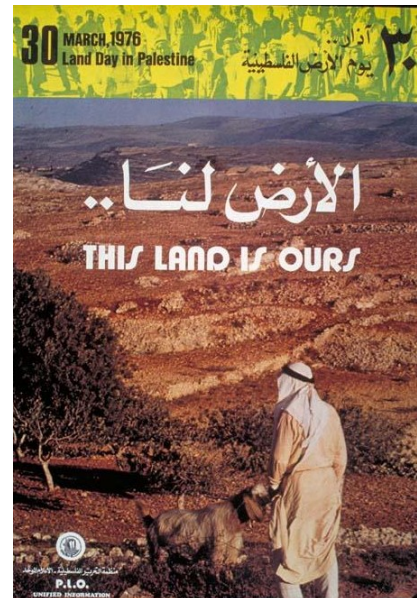
a. La judaïsation de la Galilée est la politique d'implantation menée par les autorités étatiques israéliennes en Galilée à la fin des années 1970. En octobre 1975, le ministère de l'Agriculture publie un document prônant l'accélération de la « judaïsation de la Galilée ». Le gouvernement israélien annonce, le 19 février 1976, son intention de confisquer 2 500 hectares de terres en Galilée.

En réaction les paysans organisent le 30 mars 1976 une grande grève contre l'expulsion de leurs terres, qui sera réprimée dans le sang par l'armée israélienne, faisant 6 morts et plus d'une centaine de blessés.

L'implantation en 1963 de l'université d'Haïfa, localisée sur les hauteurs du mont Carmel, dominant symboliquement la région, participe à la stratégie d'occupation du territoire. Avec la venue de nouveaux étudiants, l'université s'est étendue et a créé de nouveaux campus participant au changement démographique de la région.

Les départements d'urbanisme et de géographie de l'université d'Haïfa ont élaboré des ressources afin de légitimer le **projet mizpim**, politique d'implantation menée à la fin des années 1970 dans le nord d'Israël. Les mizpim (littéralement «tours de garde») étaient de petits villages résidentiels qui avaient vocation à créer une présence juive en Galilée, une région majoritairement peuplée d'Arabes palestiniens. Des rapports académiques ont été élaborés en partenariat avec le ministère de la défense appuyant le projet par le biais de recommandations.

L'université a servi de pilier au projet d'ingénierie démographique dans la région, faisant sienne les concepts du « problème démographique » et d'« infiltration arabe » relatifs à la présence palestinienne en Galilée.



b. La judaïsation du Naqab (Negev en hébreu) reprend le slogan « faire fleurir le désert » (making the desert bloom) qui s'inscrit dans la continuité du colonialisme européen qui justifie l'accaparement de terres non européennes considérées comme désolées et négligées, où seuls les soi-disant peuples blancs civilisés sont capables de les transformer en un paradis fertile.

Réactualisé dans le mythe sioniste d'une terre sans peuple, la judaïsation du Naqab se fait notamment grâce au fonds national juif (**Jewish national funds/JNF**) et ses projets d'implantation de forêt qui vise à l'expulsion des bédouins victimes de ce *greenwashing*.

La judaïsation du Naqab a connu à ses débuts des ralentissements au vu du manque d'« attractivité » des infrastructures et d'opportunités professionnelles, le gouvernement mettant alors en place un programme d'incitation à l'installation des juifs dans la région.

Dans ce contexte, l'université Ben-Gurion a joué un rôle majeur dans l'offre d'éducation, d'emploi et d'opportunités économiques aux résidents juifs de la région tout en excluant les bédouins palestiniens. En raison des partenariats avec l'armée et

le gouvernement, l'université attire des militaires et des étudiants juifs qui bénéficient de logements subventionnés et de programmes de formations adaptés.

Le parc de haute technologie Gav-Yam Negev, associé à l'université, est le centre de recherche et de développement le plus avancé d'Israël. Situé à proximité du campus de l'université Ben Gurion et du campus de la branche communication et cyberdéfense C4i de Tsahal, il a été lancé dans le but de créer une nouvelle arène internationale pour les opportunités d'innovation scientifique et de développements technologiques avancés dans divers domaines, notamment les cybertechnologies avancées, l'apprentissage automatique, la science des données, l'IA, la robotique, les matériaux composés innovants, les médias, l'internet des objets (IoT) et divers domaines de recherche étudiés dans les centres de recherche de l'université Ben Gurion.

L'objectif affiché est de « renforcer l'écosystème entre les appareils de sécurité, le monde universitaire et la population du Negev ».

Des projets de logements étudiants exclusivement réservés à la population juive sont portés par des organisations comme Ayalim et Kedmin, soutenues par le gouvernement et les agences sionistes établissant des villages étudiants exclusivement juifs relançant ainsi le modèle israélien de colonisation sur les terres anciennement occupées par les populations bédouines.

Ces efforts reçoivent le soutien des ministères de la Défense, de l'agriculture et de l'éducation.

Les projets d'implantations de vignes, les recherches sur la water tech et l'agro-tech en milieu désertique portés par les différents départements de l'université Ben Gurion viennent actualiser les projets historiques de « faire fleurir le désert » tout en répondant aux enjeux de changements climatiques et valorisant à l'international « l'expertise » israélienne dans ce domaine.

Expulsion et regroupement forcés des populations bédouines

Depuis 1948, 80 % des habitants palestiniens du Naqab ont été expulsés et forcés à l'exil. Ceux qui sont restés ont été regroupés dans des zones restreintes sous contrôle militaire permanent. Déplacés de force de leurs terres traditionnelles et transférés dans une réserve au nord-est du Naqab, appelée la « Zone fermée » ou « Siyag », cette zone s'étend sur 970 kilomètres carrés et représente environ 10 % des terres ancestrales des bédouins. Les restrictions imposées aux déplacements des bédouins, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Siyag, pendant la période du régime militaire israélien de 1948 à 1966, les ont empêchés de migrer saisonnièrement avec leurs troupeaux et de cultiver leurs terres, les contraignant à une nouvelle forme de sédentarisation qui a pratiquement mis fin à leur mode de vie traditionnel. De plus, la quasi-totalité des terres situées à l'extérieur de la Siyag et plus de la moitié de celles à

l'intérieur ont été déclarées « terres d'État » et donc réservées de fait à l'usage exclusif des juifs.

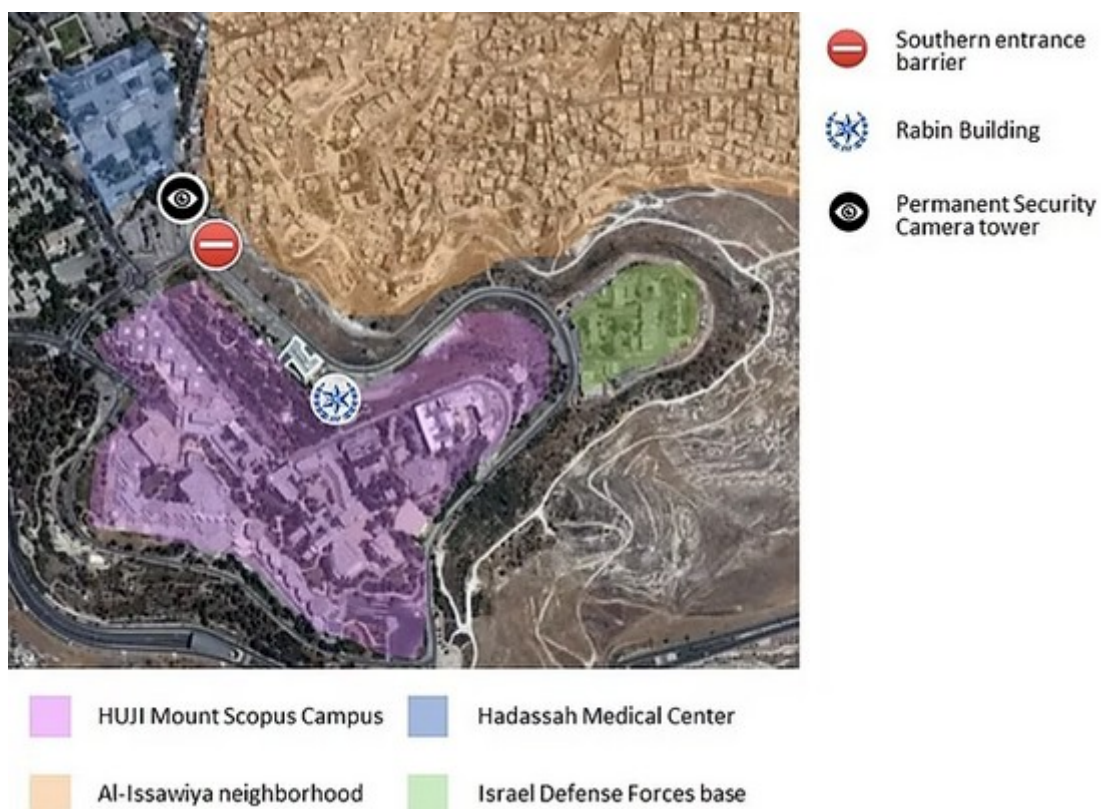
Les populations bédouines sont régulièrement expulsées de leurs habitations qui sont détruites. Leurs villages n'ayant pas de reconnaissance légale par l'état israélien, leurs accès à l'eau et l'électricité leur sont refusés. Au rythme de 700 démolitions par an, les populations bédouines continuent de lutter pour leurs villages et leurs terres qui ne représentent plus que 3 % du territoire.

c. L'université hébraïque de Jérusalem (HUJI)

L'université hébraïque a entrepris après 1967 l'extension de ses installations sur le mont Scopus à Jérusalem-est incluant des dortoirs, le village des étudiants, un complexe sportif, en violation du droit international.

L'université hébraïque de par sa présence stimule les activités des colons dans les quartiers adjacents de French Hill, Ramat Eshkol, Sheikh Jarrah et au-delà.

Elle bénéficie d'infrastructures des colonies, telles que les lignes de transports et routes d'accès toutes situées en territoires occupés. En coopérant avec la police israélienne, elle met à disposition ses infrastructures à des fins de surveillance des populations palestiniennes vivant à proximité par exemple en fermant l'entrée sud du quartier d'Al-Issawiya.



d. L'université Bar-Ilan et l'université d'Ariel

Le soutien de l'université de Bar-Ilan à la colonisation est claire.

En 1982, elle crée le *college of Judea and Samaria* en tant que branche régionale, initialement dans la colonie illégale de Kedumim puis transféré dans la colonie d'Ariel en Cisjordanie.

Ce *college* deviendra par la suite l'université d'Ariel reconnue officiellement par l'état israélien en 2012 et siégeant au Comité des directeurs d'université à partir de 2022.

Nommée « capitale de la Samarie », la colonie d'Ariel remonte à 1978, année de sa création suite aux accords de Camp David entre l'Égypte et Israël. La colonie a débuté sur 500 dunums (50 hectares) confisqués à la ville de Salfit et au village de Marda, pour ensuite s'emparer de 13 775 dunums (1400 ha), dont 2 479 dunums constituaient la zone bâtie de la colonie.

Ariel abrite aujourd'hui un complexe industriel et plusieurs usines, hôtels et immeubles résidentiels. Sa population en 2022 s'élevait à 20 520 habitants, plus environ 10 000 étudiants. C'est la quatrième plus grande colonie israélienne en Cisjordanie après Modiin Illit, Betar Illit et Ma'aleh Adumim, et la plus grande qui ne se trouve pas près de la Ligne verte. Elle a le statut de ville dans le cadre administratif israélien depuis 1998.

Les limites municipales de la colonie sont quatre fois plus grandes que sa zone bâtie, ce qui lui confère un avantage pour toute expansion future.



Colonie illégale d'Ariel

En 2019, l'université Bar-Ilan a accueilli un évènement organisé par l'association *Women in green* qui soutient les projets de colonisation de la Cisjordanie et de Gaza, rassemblant plus de 800 jeunes faisant partie du mouvement sioniste « israeli sovereignty ».

Après le 7 octobre, l'université de Bar-Ilan par le biais de son site internet a lancé une initiative à des fins de soutien à l'effort de guerre appelé « Histoires du front à Bar-Ilan » faisant la promotion d'alumni et étudiants engagés dans la guerre notamment Racheli Vassal directrice en Israël du « *One Israel fund* » association « caritative » américaine soutenant financièrement plus de 500 000 colons en Cisjordanie, fournissant entre autres des casques, gilets en céramique, spray au poivre et même des kits de conversion » qui transforment les pistolets en fusils.

Des chercheurs de différents champs académiques, font la promotion de la colonisation notamment Abraham (Avi) Bell professeur de droit et membre d'un think tank d'extrême-droite (*Kohelet policy forum*), justifiant la légalité de la colonisation par le principe juridique d'« *uti possidetis juris* », qui voudrait qu'Israël en déclarant son indépendance en 1948 hérite des frontières de l'ancienne administration en place, c'est-à-dire celles du mandat britannique.

Udi Lebel, chercheur à l'université d'Ariel et rattaché au centre Begin Sadat des études stratégique (BESA) de Bar-Ilan, est spécialiste des communautés militaires notamment en Cisjordanie, et caractérise la « Judée et Samarie », appellation sioniste de la Cisjordanie, comme une zone de sécurité caractérisée par le sacrifice, l'héroïsme, le don et un partenariat pédagogique avec l'armée.

3. MOBILISATION ET PRODUCTION DE SAVOIR AUX SERVICES DE LA COLONISATION

a. Le droit pour justifier l'occupation, l'oppression et la colonisation

Israël mobilise depuis des décennies ses ressources dans le domaine juridique afin d'anticiper les accusations de violations du droit international utilisant les territoires palestiniens comme laboratoire.

Opprimer et justifier l'oppression et le régime militaire imposé aux palestiniens a nécessité des outils juridiques qu'Israël n'a jamais cessé d'améliorer surtout depuis la 1ère intifada et la médiatisation internationale qui a suivie.

Rendre exceptionnelle et inédite la situation (*sui generis*) pour s'affranchir du droit international constitue la stratégie permettant à Israël d'avaliser son concept de nouvelle forme de guerre, basé sur le concept de « conflit armé sans guerre » pour lequel ne pourrait s'appliquer les lois en place qui régissent un conflit armé.

Des juristes en éthique et philosophie du droit, des chercheurs et professeurs israéliens travaillant en équipe avec des avocats militaires ont participé activement à théoriser de nouvelles lois de la guerre en fournissant des justifications morales aux politiques israéliennes et aux opérations militaires.

Le professeur de philosophie Asa Kasher de l'INSS a dirigé l'équipe qui a rédigé le code d'éthique de Tsahal en 1992, intitulé l'« Esprit de Tsahal ».

Cela a permis de créer par exemple un cadre permettant de justifier les assassinats extra-judiciaires, la torture et le déploiement militaire massif contre les populations civiles.

Plusieurs universités ont des centres de recherches stratégiques qui collaborent avec le gouvernement et l'armée et travaillent à élaborer des doctrines militaires appliquées sur le terrain.

L'INSS, centre de recherche dépendant de l'université de Tel-Aviv et groupe de réflexion sur la sécurité nationale a conceptualisé la notion de 3ème population ni combattante ni innocente afin de justifier la proportion de dommages collatéraux « acceptable » dans la population palestinienne.

L'INSS est également crédité pour avoir élaboré la « doctrine Dahiya » par le général Gadi Eizenkot, enseignant-chercheur et membre du cabinet de guerre israélien jusqu'en juin 2024. Cette doctrine porte le nom d'un quartier de Beyrouth bombardé au point d'être rasé en 2006 et formalise la stratégie israélienne dans l'usage disproportionné de la force contre les palestiniens conçue pour « punir, humilier et terroriser une population civile. »

Israël, grâce à son « expertise » est devenu le fournisseur de théories et concepts aux pays occidentaux dans leurs campagnes de contre-terrorisme et de guerres asymétriques.

Comme l'explique Sharvit Baruch, colonelle et chercheuse à l'INSS : « afin d'influencer les lois de la guerre et leur interprétation, il est important qu'Israël et l'armée israélienne soient impliqués dans ce domaine. Nous devons renforcer les collaborations avec les conseillers juridiques d'autres armées et engager un dialogue professionnel fructueux. Nous devons publier des articles académiques [...], être actifs sur les blogs et en ligne. Il est important d'assister à des conférences professionnelles et maintenir des relations avec les chercheurs influençant l'interprétation des lois ».

La mise en place par l'université Reichman d'un groupe de travail visant à créer une communauté de chercheurs et d'experts travaillant sur le combat souterrain s'inscrit dans cette stratégie. Déjà en 2019, une conférence et des ateliers sur plusieurs jours rassemblant des chercheurs israéliens, américains et européens discutaient des

« problèmes opérationnels et juridiques qui surviennent lorsque la guerre souterraine rencontre la guerre urbaine ».

L'université Reichman organise des conférences annuelles à portée internationale, l'une organisée par l'institut de contre-terrorisme et l'autre par l'institut de stratégie politique de l'université. Recevant chaque année des hauts responsables politiques et militaires israéliens mais également des ambassadeurs et représentants gouvernementaux européens et américains notamment, ces conférences sont également soutenues par des compagnies israéliennes et américaines de l'armement telles qu'Elbit, IAI, Boeing, Raytheon, Lockheed Martin.

b. L'archéologie, les colons et l'armée dans les territoires occupés palestiniens.

L'archéologie est utilisée comme moyen d'expansion du contrôle militaire et des colons en Cisjordanie avec l'appui des universités, de ses chercheurs et professeurs. (cf. l'institut d'archéologie de l'université hébraïque créé en 1967 juste après l'occupation israélienne des territoires palestiniens.)

Les fouilles archéologiques impliquent différents acteurs : l' *israeli antiquities authority* , organisme étatique de gestion des antiquités, les colons, l'armée et la *civil administration* qui correspond à l'administration par l'armée israélienne des territoires occupés.

Avec pour objectifs de légitimer la présence israélienne dans tout le territoire, l'archéologie pratiquée par les israéliens vise et aboutit à l'effacement et la destruction des éléments archéologiques musulmans et chrétiens qui ne rentrent pas dans le narratif colonial. En s'affranchissant des cadres scientifiques, les choix des périodes historiques se limitent à celles légitimant le récit sioniste afin d'appuyer les revendications d'appropriations.

Un schéma structurel et systématique se déploie dans l'expulsion des villageois, justifiée par la présence d'un site archéologique qui entraîne l'implantation d'une colonie illégale, protégée par l'armée, profitant aux colons dont les pratiques d'harcèlement, d'empoisonnement de puits, de destruction récoltes restent impunies.

À titre d'exemple, Akiva London rattaché à l'université de Bar Ilan et leader des fouilles à Susiya, s'est ensuite installé dans la colonies illégale située à proximité.

La mise en place de revenus économiques grâce au site archéologique au travers d'activités touristiques, pédagogiques, de vente de miel, d'huile d'olive, de vin, permettent de soutenir la colonie et son expansion.

Les colons facilitent les fouilles archéologiques par des non-professionnels, étudiants et citoyens invités à participer à l'entreprise de colonisation des territoires palestiniens.

Les universités israéliennes promeuvent l'archéologie biblique, activité d'archéologie consistant en l'étude du passé de la Terre sainte, et plus généralement de tous les territoires concernés par la Bible, au travers de la lecture de la Bible, afin de justifier le processus de colonisation dans les territoires occupés.



One of the most aggressively excavated sites is that of Silwan, a neighbourhood just outside the Jerusalem old city walls and south of the Haram Al Sharif. Picture taken on 29 October, 2014 (AFP)

Destruction, vols et effacement sont les moyens utilisés par la recherche archéologique en soutien aux objectifs du gouvernement et de sa politique coloniale, les départements d'archéologie louant leur expertise pour effacer le patrimoine palestinien, arabe et musulman.

c. Les études « moyen-orientales » : collecter, surveiller et infiltrer

Les études moyen-orientales en Israël appelées « mizrahanut » en hébreu et se traduisant par orientalisme prennent naissance avant la Nakba dans le travail de collecte d'informations sur les populations palestiniennes dans les années 1930 et 1940. Menées notamment par l'institut d'études orientales de l'université de Jérusalem, leur but était de former des responsables sionistes. (cf Ilan Pappé)

Le Centre Moshe Dayan d'études sur le Moyen-Orient et l'Afrique initialement attaché à l'université hébraïque de Jérusalem puis à l'université de Tel-Aviv réunit le monde académique et le bureau des affaires étrangères de l'état israélien.

Invitant régulièrement des militaires, les chercheurs de ce centre sont d'anciens ou actuels membres de l'*israeli intelligence corps*, dont l'unité 8200 fait notamment partie.

Inaccessible aux citoyens palestiniens d'Israël, le centre Dayan représente une branche auxiliaire de l'armée et fournit son expertise dans l'occupation que subissent les palestiniens. Certains professeurs ont fait carrière dans l'armée israélienne ou l'administration des territoires occupés en tant que gouverneur militaire. Leurs recherches portent par exemple sur le blocage du droit au retour des palestiniens ou des outils sur « comment gérer l'occupation militaire permanente ».

Ces départements d'études ont en commun, quelque soit l'université, de favoriser une vision militaire et militariste de la situation coloniale, d'apartheid et d'occupation, et font la promotion de solutions en violation du droit international.

Partenaires de l'armée mais également du Shin Bet ou du Mossad à qui sont destinés des programmes spécifiques, la production de savoirs y est entièrement dédiée à soutenir l'entreprise coloniale et d'occupation militaire de l'état israélien.

Les **musta'aribeen/ mista'arvim** sont l'incarnation de la vision des études moyen-orientales en Israël. Ils font partis d'unités d'élite spécifiquement formées pour infiltrer la population arabe afin d'accomplir leurs missions.

La première unité, établie secrètement par Palmach en 1943, connue sous le nom de « département arabe », a participé aux opérations de sabotage et d'assassinats notamment en novembre 1947 et à l'opération de guerre biologique en 1948.



opérations des musta'aribeen à Ramallah octobre 2015

4. LE COMPLEXE MILITARO-UNIVERSITAIRE EN ISRAËL

a. Les compagnies d'armement

Les premières industries d'armement israéliennes sont nées dans les universités israéliennes. Rafael (34^e rang mondial pour la production d'armement) et IAI (29^e) se sont développées grâce aux instituts Technion et Weizmann.

En 1954, Technion a ouvert un département d'ingénierie aéronautique avec le soutien de l'état. Axé sur les besoins militaires de l'armée israélienne, chercheurs et étudiants ont dirigé leur travaux au développement de *Israel Aerospace Industries* (IAI).

Bien qu'étant une entreprise publique, seulement 20 % des revenus d'IAI proviennent du ministère israélien de la Défense, tandis que 80 % proviennent des exportations internationales.

Le rôle pionnier d'IAI dans le domaine des drones depuis 1979, le Heron TP – un aéronef sans pilote de la taille d'un Boeing 737 – est un parfait exemple des avancées de l'entreprise. IAI est également au premier rang dans le domaine des technologies satellitaires, produisant des satellites commerciaux et de défense pour Israël et ses alliés.

En Israël, la proportion de chercheurs et professeurs faisant des va-et-vient entre les entreprises et l'université est énorme, et facilite la collusion et l'insertion des entreprises d'armement sur les campus et dans les laboratoires.

Les compagnies financent des projets et des laboratoires et recrutent directement au sein de l'université. En 2011, sur 6000 employés de Rafael 2000 étaient d'anciens étudiants du Technion et 350 des étudiants encore en formation.

Des programmes universitaires sur mesure sont élaborés pour les employés de ces entreprises de l'armement qui tout en travaillant effectuent des recherches dans les universités israéliennes.

En mars 2024, Elbit Systems ouvre un laboratoire dans le Ben-Gurion Advanced Technologies Park en déclarant qu'elle « entretient une relation étroite avec le monde universitaire qui va au-delà d'une simple collaboration. Nous transformons activement la recherche universitaire en applications pratiques...les étudiants qui participent à nos projets obtiennent des crédits universitaires pour leur travail, ce qui crée un lien mutuellement avantageux ».

Revolving door et double poste.

Dr Shaul Niv Eliahou est à la fois directeur de la recherche appliquée au département de recherche et développement d'entreprise d'IAI et également membre du corps professoral du département de génie aérospatial du Technion.

Technion entretient également des relations particulières avec Elbit (21^e rang mondial pour la production d'armement). En 2008, l'entreprise a installé un laboratoire sur le site de l'institut. Selon un rapport rédigé par le chercheur Shir Hever pour le Tribunal Russell sur la Palestine, à ce jour, Technion « forme spécifiquement des étudiants pour travailler chez Elbit », alors que l'entreprise a jusqu'à présent financé des subventions de recherche et des programmes de bourses pour des centaines de milliers de dollars, et a également établi des laboratoires avancés sur le campus du Technion pour former des étudiants dans divers domaines avec des applications de l'industrie militaire.

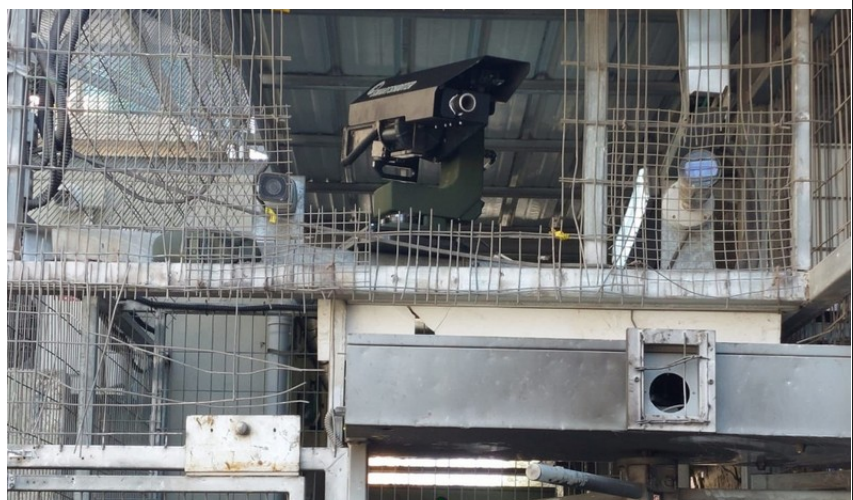
L'université de Ben Gurion héberge l'Institut de la sécurité intérieure qui est un partenaire direct des sociétés d'armement comme Elbit Systems, Rafael Advanced Defense System ainsi que Israel Aerospace Industries, et le ministère de la défense.

L'exemple de Smart Shooter

Son inventrice, encore étudiante au Technion, a été recrutée par Rafael en parallèle de ses études en 2000. C'est suite au déploiement de son mari au Liban en 2006 et en voyant l'arme standard de faible technologie dont il était équipé qu'elle a réalisé qu'elle avait la capacité d'améliorer considérablement la visée.

Après des années de R&D à la division missile de Rafael, elle lance sa start-up autour d'une arme automatique augmentée par intelligence artificielle, utilisant des algorithmes similaires à ceux des missiles de précision permettant à l'opérateur d'identifier une cible, la suivre et garantir « *sa neutralisation* ». Cette technologie est aujourd'hui installée sur des checkpoints à Hébron où elle peut être contrôlée à distance.

« Sur le champ de bataille, la technologie de l'entreprise connecte les troupes en temps réel et garantit que l'ensemble du peloton partage une vision opérationnelle commune ». Déployée notamment par les forces spéciales américaines et l'armée israélienne, son système est en cours d'évaluation dans plus de 15 autres pays membres de l'UE et de l'OTAN.



Many extremist Israeli settlers live on Shuhada Street where the remote control weapon was installed [Issa Amro/Youth Against Settlements]

b. L'armée et l'université

Le service militaire en Israël est obligatoire après les études secondaires et à partir de 18 ans sauf notamment pour les arabes, les juifs ultra-orthodoxes, les nouveaux immigrant.es (olim) qui peuvent en être exempté. D'une durée de 2 ans pour les femmes et 2 ans et 8 mois pour les hommes, le service militaire représente un critère d'intégration sociale fort.

Tsahal compte 8 corps d'armée : Armée de Terre, Armée de l'Air, Marine, Renseignement (Aman), Logistique, Communication et cyberdéfense (C4I), Corps Médical, Corps de l'éducation et de la jeunesse.

En 2024, le budget de la défense israélienne est estimé à 562 milliards de shekels (environ 140 milliards d'euro) avec 30 milliards de shekels supplémentaires (environ 7,5 milliards d'euro) depuis octobre 2023. En augmentation constante, le budget de la défense représente environ 5,2 % du PIB israélien.

Les États-Unis contribuent chaque année de manière significative au budget de la défense israélienne à hauteur de 4 milliards. En octobre 2023, le Congrès américain a approuvé un montant supplémentaire de 8,5 milliards de dollars.

L'université et l'état se coordonnent de manière à faciliter l'enrôlement des étudiants-soldats.

En temps de « guerre », le calendrier universitaire est aménagé en fonction des réservistes et soldats . Tout est fait pour faciliter la mobilisation des étudiants-soldats afin de faciliter l'engagement et la participation à l'effort de guerre au travers de bourses spéciales, gratifications, exemptions scolaires, aménagement et assouplissement dans les procédures d'admission.

Avec 1 étudiant sur 5 réservistes totalisant 70 000 soldats-étudiants, l'université se « doit » de soutenir une part importante de sa population.

Des programmes sur mesure pour l'armée

Pour les besoins de l'armée plusieurs dizaines de programmes spécifiques sont mis en place à destinations des soldats.

L'université Ben Gurion organise depuis 20 ans un programme de **formation des pilotes de l'armée de l'air** en partenariat avec l'armée par le biais d'une convention « aviation académique ».

Le programme Atuda (IDF academic reserve) proposé dans toutes les universités israéliennes donne la possibilité aux primo-étudiants de repousser leur service militaire.

Après avoir terminé leurs études, ils rejoignent l'armée pour une durée de 5 ans et servent dans un poste qui correspond aux connaissances professionnelles acquises au cours de leurs études.

Le programme Atuda a été créé pour fournir à l'armée les compétences dont elle a besoin.

L'École de génie électrique de la Faculté d'ingénierie de l'université de Tel Aviv et la Section du renseignement de Tsahal ont lancé conjointement le nouveau programme d'excellence Galim (Ondes), destiné à former du personnel en cyber-ingénierie pour les forces de défense israéliennes. Galim est un master en génie électrique destiné aux étudiants les plus brillants, au sein du programme académique Atuda.

L'institut Technion propose plusieurs programmes d'excellence, notamment «Alonim» et «Bareket» dans le cadre de la filière de réserve académique de Tsahal.

L'université hébraïque de Jérusalem propose également des programmes d'élites à destination de l'armée.

Le programme Talpiot est un programme de renseignements d'élite comprenant neuf années d'études universitaires ainsi que six années de service militaire formant au leadership technologique en matière de sécurité et d'armement.

Le programme Havatzalot est un programme d'élite des Forces de défense israéliennes. Il vise à former des officiers de renseignement hautement qualifiés à des postes clés au sein de la direction du renseignement militaire israélien, également connue sous le nom d'Aman. Les élèves-officiers d'Havatzalot suivent une licence complète de trois ans avec double spécialisation à l'Université hébraïque de Jérusalem qui comprend entre autres l'étude de l'Islam, l'histoire du Moyen-Orient, le leadership, le combat et la formation au renseignement.

Le programme Gamla

L'Université Hébraïque propose actuellement un diplôme universitaire et militaire conjoint appelé Gamla à destination d'éminents officiers de carrière du Corps du renseignement de Tsahal qui préparent une licence à l'Université hébraïque.

L'université hébraïque de Jérusalem accueille également en son sein l'institut de criminologie dont certaines études clés sont financées par le département américain de la sécurité intérieure. Certains de ses membres servent d'expert dans des agences de sécurité internationales dont la police américaine.

Shin Bet

L'université de Tel-Aviv par le biais du centre Moshe Dayan s'associe régulièrement avec le Shin Bet et la police nationale israélienne, rappelant les objectifs du centre Dayan, créé pour servir de pont entre la division du renseignement israélien et le milieu universitaire.

c. Les liens avec les États-Unis

> L'armée américaine et la recherche en Israël

L'armée et les agences de sécurité américaines sont présentes dans les universités israéliennes au travers de projets financés, de bourses et d'échanges scientifiques étroits.

En 2016, une délégation du laboratoire de recherche de l'armée de l'air américaine a visité l'Institut Weizmann pour renforcer la collaboration entre les forces de défense américaines et israéliennes sur la recherche et le développement de technologies militaires.

La **Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA)** Agence pour les projets de recherche avancée de défense des Etats-Unis est chargée de la recherche et du développement des nouvelles technologies destinées à un usage militaire.

La DARPA finance un projet de recherche de l'Université Ben Gourion (BGU), impliquant un système d'IA conçu pour identifier les violations des normes sociales. La DARPA a mandaté le programme Computational Cultural Understanding (CCU) pour créer des technologies de compréhension linguistique interculturelle afin « d'améliorer la connaissance situationnelle et l'efficacité interactionnelle des agents du ministère de la Défense ».

Technion et son laboratoire TASP (Technion Autonomous system program), qui travaillent notamment sur des quadcopters et des robots-serpent, ont participé au projet ROBIL, un projet tripartite de conception d'un robot humanoïde, financé par la DARPA et le ministère israélien de la Défense.

Des offres de recherche financées par la DARPA à destination des étudiants de Technion sont diffusées par le biais de la fondation Technion pour la recherche et le développement (TRDF), entité qui fait le lien entre le monde scientifique (corps professoral, chercheurs, laboratoires, étudiants...) de Technion et l'écosystème entrepreneurial, pour permettre l'introduction réussie d'une innovation sur le marché.

> **Le mécénat**

Les financements par des donateurs et mécènes américains, depuis la création des universités israéliennes, représentent une manne économique importante.

Chaque université est soutenue par des associations « amies » et sociétés philanthropiques créées spécifiquement pour relayer, financer et promouvoir les universités israéliennes.

Ne se limitant pas qu'aux États-Unis, ces associations se déclinent en une longue liste par pays et par université : L'american friends of Tel-Aviv university, Weizmann Canada, Australian friends of Bar-Ilan university, Les Amis Français de l'Université Ben Gourion du Néguev...

L'exemple de l'American Technion society.

« Nous vivons à l'ère de l'entrepreneuriat social, où les plus grands philanthropes cherchent à maximiser le retour sur investissement de chaque don », a déclaré Jeffrey Richard, PDG de l'American Technion Society, dont les donateurs ont versé plus de 2,5 milliards de dollars au Technion depuis 1940.

L'université de Tel Aviv a annoncé en mai 2025 avoir reçu un don de 125 millions de dollars de Jonathan (Jon) Gray, président et directeur de l'exploitation de la société de capital-investissement Blackstone qui gère plus de 1 000 milliards de dollars. La Faculté des sciences médicales et de la santé de l'université portera son nom.

Jusqu'à il y a un an, la faculté portait le nom de la famille Sackler, dont la réputation a été ternie par son implication dans le scandale des opioïdes aux États-Unis.

L'université d'Haïfa a inauguré le complexe académique Dr. David Drahi en IA, créé grâce à un généreux don de la Fondation Patrick et Lina Drahi (PLFA). Ce nouveau complexe, situé au cœur du pôle technologique de la ville permettra, à l'université de développer ses activités de recherche dans les domaines de l'intelligence artificielle.

L'université Ben Gurion (BGU) a décerné un doctorat honorifique à six personnalités remarquables pour leur contribution à l'université et à la société israélienne dans son ensemble. Parmi les lauréats figurait Patrick Drahi, milliardaire français, propriétaire et fondateur d'i24NEWS.

> Des bourses de mobilité pour les soldats américains : l'Anna Sobol Levy foundation

L'objectif de cette bourse est d'offrir à ceux qui envisagent une carrière militaire ou gouvernementale aux États-Unis « l'opportunité d'acquérir une connaissance approfondie de la politique, de la culture et des questions de sécurité au Moyen-Orient. Les boursiers bénéficient d'une exposition directe à la situation exceptionnellement difficile d'Israël en matière de défense et de sécurité, ainsi qu'à ses approches en matière de lutte contre le terrorisme et de conflits de faible intensité ». Les candidats doivent viser une carrière dans les forces armées, le corps diplomatique, le gouvernement ou la fonction publique. Les candidats issus d'écoles militaires, de programmes ROTC, de l'Air Force et ayant une expérience gouvernementale bénéficient d'une préférence.

d. Start-up, tech transfer society et export à l'international

Du civil au militaire, du militaire au civil, on assiste à une réorientation des directives du secteur de la défense et de ses programmes d'innovations technologiques. Afin de profiter du dynamisme de certains secteurs scientifiques et technologiques, les programmes de défense dans chaque pays se redirigent vers le soutien de start-up aux applications potentiellement duales afin de transformer les capacités commerciales de la R&D de défense. « Ouvrir de nouveaux marchés, y compris les marchés civils aux côtés de la défense, et les soutenir avec le secteur privé comme les capital-risqueurs ou les grandes entreprises en tant que partenaires de conception. »

Pour les start-up du secteur de la défense, le défi réside dans la lenteur des processus d'approvisionnement, un problème bien connu de la Silicon Valley aux États-Unis. Cette « vallée de la mort », de la recherche à la production, est l'écueil que le ministère souhaite aider les start-up à double usage à surmonter.

Les technologies ayant des applications militaires et civiles, par exemple grâce à l'IA ou aux algorithmes et d'autres technologies, apparemment sans lien direct avec la défense, sont également importantes, comme les énergies vertes.

L'armée israélienne s'adapte avec la mise en place de structures nouvelles telles qu' INNOFENSE, un centre d'innovation pour les projets technologiques à double usage dans les secteurs civil et de sécurité. Cet outil vise à assouplir les contraintes dans la coopération entre secteur privé et l'armée afin d'attirer des start-up et stimuler l'innovation technologique. Les candidats travaillent dans un environnement non classifié et ne sont donc soumis à aucune réglementation contraignante. S'ils passent au niveau supérieur, ils peuvent obtenir un contrat, poursuivre le développement de leur projet, recevoir un financement d'un capital-risqueur ou travailler pour l'une des trois plus grandes entreprises de défense israéliennes : Elbit, Rafael ou IAI.

> **Le transfert technologique**

En entreprises, les transferts de technologie (ToT) représentent un système d'échange et/ou de partage de technologie entre deux entités et peut répondre à différents enjeux (économiques, politiques, stratégiques). Les ToT portent sur des savoir-faire, des connaissances et des techniques. Ils sont très présents dans différents secteurs, comme l'aéronautique et déterminant dans l'obtention de certains contrats.

Dans les universités, les sociétés de transfert de technologie sont créées pour gérer les droits de propriété intellectuelle des chercheurs et aider au transfert de leurs connaissances et leurs technologies vers le secteur des entreprises, facilitant le passage entre la recherche et les produits commerciaux. Ce transfert d'innovation se fait souvent par le biais d'accords de coopération et de licences.

En Israël, les représentants de l'industrie sont présents sur le campus ou à proximité, organisent des sessions avec les étudiants et les chercheurs, et collaborent à des projets de recherche.

> **Parc industriel de haute technologique (technopole)**

Les transferts de technologies sont notamment facilités par la proximité qui existe entre des campus universitaires et le secteur privé. La porosité qui existe entre celles-ci et le secteur privé se fait grâce au parc industriel de haute technologie, comme pour l'Institut Weizmann où la collaboration entre l'industrie et l'Institut n'a pour seul frontière géographique qu'une rue.

Avec 80% des brevets issus des universités, les entreprises à proximité bénéficient de la recherche fondamentale du pays majoritairement issue des universités.

Les universités ont toutes des filiales commerciales propres dont sont partenaires les compagnies d'armement israéliennes et américaines.

La société de transfert de technologie interne de l'Université hébraïque de Jérusalem, Yissum, créée en 1964, entretient une collaboration historique avec le fabricant d'armes américain Lockheed Martin, qui fournit des avions de combat et de l'artillerie à Israël et à l'international.

L'université Ben-Gurion et sa société de *tech transfer* BGN accueille comme membre dans son conseil d'administration, David Federmann, responsable chez Elbit. En 2019, BGN s'est associé à Rafael dans le domaine de la cybersécurité, la robotique et l'intelligence artificielle.

L'institut Weizmann, par le biais de sa société de transfert technologique Yeda, collabore avec des entreprises d'armement tel que Rafael notamment autour d'un projet de diagnostics de pointe du cancer.

> Capital-risque, licorne et deep tech

Début 2018, l'université de Tel Aviv a annoncé la création de TAU Ventures, un fonds de capital-risque de démarrage doté de 20 millions de dollars américains. Première en son genre en Israël, cette société de capital-risque calquée sur des fonds similaires existant dans d'autres universités telles que l'université de Stanford, l'université de Californie à Berkeley et le MIT a pour but d'investir dans les jeunes startups publiques en Israël.

La même année de sa création TAU Ventures s'associe au Shin Bet pour lancer son propre incubateur de start-up dédié au cyber-renseignement nommé Xcelerator, destiné aux entreprises israéliennes de technologie de défense, travaillant en étroite collaboration avec l'Agence de sécurité israélienne (appelé Shin Bet ou Shabak).

Le Shin Bet qui dépend directement du cabinet du Premier ministre est l'agence chargée de la sécurité intérieure de l'État, notamment de la lutte contre le terrorisme et le contre-espionnage en Cisjordanie et à Gaza, de la protection personnelle des dirigeants israéliens, de la sécurité des ambassades israéliennes à l'étranger et de la sécurité des compagnies aériennes israéliennes.

Les start-up se voient proposer des espaces de travail chez TAU Ventures tout en étant encadrées par des experts du Shin Bet, de l'université et de l'industrie technologique. Parmi les 7 startups choisies lors du lancement d'Xcelerator se trouve *XTend*, une société développant une technologie de connexion entre l'œil humain et les drones.

L'exemple d' Xtend : start-up soutenue par le Shin Bet, le programme de recherche Horizon Europe et déployée à Gaza

Depuis le 7 octobre, des centaines de systèmes Xtend, notamment de petits drones équipés d'un casque de réalité virtuelle portable et d'un contrôleur manuel à commande gestuelle, ont été utilisés par les forces israéliennes. La technologie qui sous-tend le système d'exploitation des drones à guidage humain de la start-up a été initialement développée pour aider l'armée israélienne à abattre des ballons incendiaires à la frontière avec Gaza. Shapira, le directeur d'Xtend, a déclaré que la dernière campagne de levée de capitaux servira à faire passer le système d'exploitation de Xtend au niveau supérieur et étendre son déploiement au-delà de la défense à l'espace civil pour les entreprises, la logistique et les livraisons.

En 2019 le fabricant de drones Xtend a reçu 50 000 € du budget Horizon Europe de l'UE pour réaliser une étude de faisabilité afin d'identifier les étapes pour optimiser un prototype de son Skylord.

Historiquement les fonds de capital-risque en Israël n'ont émergé qu'à la fin des années 90. Le pays en compte 380 aujourd'hui qui ont contribué à l'émergence de quelque 90 licornes (startup valorisée à plus d'un milliard de dollars, non cotée en bourse et non filiale d'un grand groupe), essentiellement dans les secteurs de la deep tech.

Trois grands critères « distinguent une jeune *deeptech startup* des autres entreprises: elle propose un produit qui apporte une forte valeur ajoutée sur son marché, elle exploite une technologie de rupture/disruptive souvent protégée par un brevet et elle se développe en lien étroit avec la recherche (collaboration, licence de brevet, chercheur entrepreneur...) ».

Avec plus de 25 milliards de dollars investis en capital-risque en 2022, Israël se place au deuxième rang mondial de l'investissement capital-risque (VC).

Plusieurs facteurs expliquent cette réussite, à commencer par le triptyque efficace composé du militaire, de l'académique et du capital investissement. Les universités fournissent au pays ses bataillons de chercheurs entrepreneurs, notamment autour des pôles du Technion ou à l'université hébraïque de Jérusalem. Avec le service militaire obligatoire, le militaire possède également un poids important dans cet écosystème. Beaucoup, notamment parmi les ingénieurs, choisissent de rejoindre les unités spécialisées dans la cyberguerre. Une fois libérés de leurs obligations militaires, ils sont encouragés à fonder leur start-up dans leur domaine de prédilection.

> La taille du marché israélien empêche les start-up de miser sur le seul marché intérieur et se tourne vers l'international.

Avec 1 start-up pour 1200 habitants, le transfert technologique constitue un point important du développement économique israélien qui repose en grande partie sur l'innovation et sa capacité à s'exporter.

Les « guerres » sont des stimulateurs d'innovations technologiques qui trouveront leurs applications contre les palestiniens et s'exporteront à l'étranger.

Des laboratoires aux start-up, les universités israéliennes sont un modèle économico-académique aux services de la « défense ».

L'exemple de l'entreprise Cognata.

Danny Atsom fondateur de l'entreprise Cognata est le développeur d'une plateforme de simulation pour véhicules autonomes et systèmes d'aide à la conduite (ADAS) aux applications civile et militaire. Diplômé du programme militaro-universitaire Talpiot, il a servi dans l'unité d'élite 8200, et est titulaire d'une licence en physique de l'Université de Tel-Aviv.

Le ministère de la Défense a fait appel à la société israélienne Cognata pour former et tester des véhicules autonomes militaires dans des conditions tout-terrain en réalité virtuelle en collaboration avec l'armée israélienne.

Fondée en 2016, la société israélienne a développé une plateforme de simulation utilisant des données synthétiques pour imiter les conditions et les environnements réels auxquels sont confrontés les véhicules autonomes. La solution permet aux fabricants de véhicules autonomes de tester leurs systèmes d'intelligence artificielle et leurs capteurs sur la plateforme de Cognata et de poursuivre le développement de leurs produits et services autonomes.

La technologie brevetée de Cognata combine l'apprentissage profond, des algorithmes avancés de vision par ordinateur et un moteur d'intelligence artificielle permettant de créer de nombreux cas d'utilisation pour les entreprises du secteur automobile, en réduisant le temps de formation à l'intelligence artificielle et à l'apprentissage automatique (*machine learning*) à quelques mois seulement.

Les autres domaines d'application visés par l'entreprise incluent l'agriculture, l'extraction minière et les smart cities.

En 2019, la société signe un partenariat avec Dassault. Elle a également bénéficié de levée de fonds du capital-risque de Airbus Ventures, fonds d'investissement servant à injecter du capital dans des entreprises naissantes prometteuses, tout en se garantissant un accès privilégié à des technologies de rupture, à des produits innovants, ou encore à de nouveaux segments de marché.

Récemment, l'entreprise travaille à s'implanter sur le marché que représente les forces de défense européennes.

e. Le gouvernement israélien et l'université

Chaque université a des départements et instituts travaillant directement avec le gouvernement dans la production de directives, de doctrines militaires ou de recherche sensible relative à la « sécurité d'état » comme la cybersécurité.

À la tête de ces départements se trouvent d'anciens collaborateurs du gouvernement qui en temps de « crise » se mettent au service du cabinet du premier ministre.

Ganor, président de l'université Reichman, a été conseiller en matière de lutte contre le terrorisme auprès de plusieurs ministères israéliens et du Conseil de sécurité nationale israélien. En 1995, il a été consultant auprès du Premier ministre Benjamin Netanyahu dans l'écriture de son livre « Combattre le terrorisme ».

Mark Regev, directeur de l'institut Abba Ebban à Reichman et ancien conseiller du premier ministre pour les affaires étrangères entre 2020 et 2021, a rejoint après le 7 octobre 2023 le bureau du premier ministre, servant pendant 4 mois comme conseiller principal du premier ministre et porte-parole auprès de la presse internationale.

Technion accueille plusieurs centres de recherche liés aux objectifs militaires israéliens notamment : le Centre pour les sciences et technologies de sécurité (CSST) et l'Institut de recherche avancée Peter Munk sur la défense (ADRI).

La mission de ces centres de recherche est de promouvoir « le développement de concepts et de technologies novateurs liés à la défense ; de favoriser la collaboration entre les autorités de défense, les institutions gouvernementales, l'industrie et les chercheurs universitaires ; et de former la prochaine génération d'ingénieurs et de scientifiques qui joueront un rôle de premier plan dans l'écosystème de la défense israélienne ».

Son directeur Jacob Nagel, général de brigade et proche collaborateur de Netanyahu, a été son ancien directeur de la sécurité nationale de janvier 2016 à mai 2017. On retrouve Jacob Nagel, en octobre 2024, lorsque se met en place la commission Nagel chargée, avec le premier ministre Netanyahu, de déterminer les orientations de la conception de la force militaire d'Israël pour la prochaine décennie, les implications budgétaires et l'impact économique, validant l'augmentation des fonds destinés à l'armée et à la production d'armes.

Les départements travaillant sur la cybersécurité ont souvent des liens avec le bureau national de cybersécurité du cabinet du premier ministre comme le centre de recherche sur la cybersécurité de Bar-Ilan dont les domaines vont de la cybersécurité et la cryptographie appliquée, aux patrouilles multi-robots et la télédétection par satellite.

La reconnaissance des services rendus par les universités passe également par des prix et autres gratifications. Technion se verra décerner le « Bouclier du ministre de la Défense » pour 2025 en reconnaissance de son soutien exceptionnel aux réservistes militaires.

Innovations de répression et de destruction, la participation de Technion en quelques exemples



Illustrative. An Israeli D9 bulldozer rolls along the southern Israeli border with the Gaza Strip following Israeli airstrikes on the Gaza Strip on July 10, 2014. (Jack Guez/AFP)

Le bulldozer D9, télécommandé, déployés par l'armée à Gaza et en Cisjordanie

Long de 8 mètres, haut de 4 mètres et large de 4,60 mètres, ce monstre d'acier de 60 tonnes possède un godet avant de 1,80 mètre de haut, ainsi qu'un ripper arrière qui, tel un soc de charrue, peut creuser un sillon de 1,70 mètre de profondeur. Ce dernier outil destructeur a été particulièrement utilisé pendant la seconde Intifada, actuellement en Cisjordanie avec l'opération Iron Wall et dans la bande de Gaza pour détruire les infrastructures palestiniennes (routes, approvisionnement en eau et égouts).

Fosse commune, profanation de cimetières, et atteintes aux corps des palestiniens tués, les usages du bulldozer par Israël caractérisent la politique de déshumanisation à Gaza.

En 2003, Rachel Corrie était tuée, écrasée par un bulldozer alors qu'elle s'opposait à la destruction de maisons à Gaza.

Depuis un an et demi, l'armée israélienne utilise de plus en plus sa version automatisée D9T dans la bande de Gaza ou au Liban, afin de ne pas exposer ses soldats.

« **The scream** » est une arme acoustique de contrôle des foules, créant des niveaux sonores insupportables pour les humains sur une distance de 100m utilisée par la police israélienne et l'armée dans la répression des manifestations. Les armes soniques (Sonic and ultrasonic weapons USW) peuvent être divisées en armes

infrasoniques, armes sonores intenses et armes à ultrasons en fonction de leur fréquence.

La Serbie, nouveau partenaire d'Israël dans les domaines de la défense, a été accusé d'en avoir fait usage lors des manifestations qu'a connues le pays en mars 2025.

Le Dôme de Fer (iron dome)

En annihilant presque totalement la capacité des groupes militants de Gaza à riposter aux incursions israéliennes, le Dôme de Fer, prétendument défensif, permet à Israël de frapper sans crainte de représailles. Du fait du coût si faible en termes de pertes israéliennes, Israël a pu mener une guerre perpétuelle sans subir de conséquences politiques intérieures et subir une pression négligeable pour poursuivre des relations diplomatiques avec les palestiniens.

5. EFFORT DE GUERRE, ENRÔLEMENT DES ÉTUDIANTS ET HASBARA

Les réservistes et soldats-étudiants représentent un étudiant sur 5 de la population étudiante soit 70 000 étudiants-soldats déployés à Gaza.

Mais l'effort de guerre se joue également dans les locaux des universités en appui aux soldats déployés et sur le terrain médiatique dans une guerre des images et une guerre des récits organisé dans le cadre de la **hasbara** auquel participent étudiants et professeurs.

a. Hasbara

À l'université de Tel-Aviv une « salle de guerre technique » a été créée dans le but de soutenir les soldats-étudiants et « inventer des solutions aux défis [des] combattants sur la ligne de front ». Y est diffusé en direct, grâce à une caméra montée sur un chien d'une unité canine, des opérations de soldats déployés à Gaza.

Des « salles d'opérations » ont été réactivées sur les différents campus relançant activement les efforts de la *hasbara* dans le soutien au gouvernement et l'armée israélienne vers les médias internationaux et les réseaux sociaux.

L'université d'Haïfa par le biais de son centre interdisciplinaire Comper pour l'étude de l'antisémitisme et du racisme a mis en place un programme « ambassadeurs en



VISUALIZING PALESTINE

ligne » proposant une formation théorique et pratique afin de développer les capacités des étudiants à devenir des ambassadeurs officiels et des leaders de la hasbara israélienne. Ce même centre offre des bourses de recherche pour l'étude sur la « délégitimation d'Israël et le nouvel antisémitisme ».

A l'université Bar-Ilan, une chaîne Youtube, « Faculty for Israel », créée en octobre 2023 diffuse des vidéos d'enseignants justifiant les opérations militaires et la politique gouvernementale en mobilisant des concepts et notions spécifiques à leurs domaines de recherche.

b. L'université Reichman et le lobbying

Act.il, une initiative d'activisme pro-israélien en ligne basée à l'Université Reichman, née pendant le conflit de 2014, est présente sur le campus et défend la cause d'Israël sur diverses plateformes de médias sociaux.

Des étudiants bénévoles interviennent avec l'équipe d'Act.il dans une salle de crise sur le campus, mettant en lien les étudiants avec une communauté en ligne d'Act.il, composée de militants du monde entier. Engagée dans la création de contenu et dans la recherche d'opérations de propagande proactive, la hasbara tire avantages des étudiants étrangers de l'université Reichman issus de 90 pays différents (parlant couramment 30 langues), maîtrisant les médias sociaux et capables d'interagir avec un public international mobilisant leurs efforts pour partager la version israélienne de l'histoire à travers le monde.



Des programmes spécifiques intégrés aux cursus universitaires se donnent pour objectif de former des « ambassadeurs d'Israël » et d'élaborer des ressources et campagnes à des fins de lobbying à destination des US et de l'Europe.

Plusieurs départements de l'université Reichman se consacrent exclusivement au travail de lobbying à destination des Etats-Unis par le biais du laboratoire APOI (american public opinion towards israel) qui effectuent un travail de collecte et

d'analyses des tendances et perception chez les politiciens américains et la population américaine des politiques israéliennes à des fins d'influence.

L'institut Abba Eban de l'université consacré à la diplomatie et les relations étrangères offre des programmes académiques investis dans des campagnes de lobbying visant à décrédibiliser l'ONU, l'UNRWA, ou encore l'UNIFIL auprès notamment du congrès américain et dans les médias occidentaux. Les partenaires de l'institut sont des groupes de lobbying présents dans différents pays européens tels qu'ELNET, influent en France, notamment auprès des parlementaires français.

Des programmes de communication ayant pour objectif de travailler sur les discours médiatiques se déclinent en plusieurs modules. L'*israeli story fellowship* vise à recruter des profils variés allant d'avocats aux professionnels de santé ou encore des militaires afin de former des communicants israéliens « authentiques ».

L'opération Media se donne pour objectif de modeler l'opinion publique et l'agenda global en produisant des contenus à destination des médias.

Les domaines de recherche et d'enseignement recoupent les objectifs de la *hasbara* comme le cursus proposé par Tal Azran, directeur du programme international de communication à Reichman, qui dispense un cours intitulé « selling israel » et un autre visant à la création de contenu pour la viralisation dans les réseaux sociaux ».

c. Les étudiants étrangers potentiels « lone soldier » et ambassadeurs d'Israël dans leur pays d'origine.

L'attractivité à l'international des universités israéliennes favorisent les échanges universitaires et la mobilité étudiante. Les campus accueillant les étudiants internationaux proposent différentes activités et cours dans le but d'intégrer les étudiants dans l'effort de guerre et la propagande de l'état israélien.

L'université de Tel-Aviv a mis en place un cours académique axé sur la présentation de la guerre en cours à Gaza qui fait suite à un groupe de travail initié par des étudiants internationaux afin d'aider « à l'effort national israélien à raconter au monde la véritable et tragique histoire de cette guerre ».

Produire des contenus à destination des pays d'origine de ses étudiants et ainsi en faire des ambassadeurs de la politique israélienne.

Les universités israéliennes soutiennent le recrutement par l'armée d'étudiants étrangers. L'université Reichman, qui accueille 30 % d'étudiants internationaux dans ses facultés facilite leur mise en relation avec l'armée israélienne en organisant des sessions d'informations pour les étudiants souhaitant rejoindre Tsahal en invitant des « lone soldiers », soldats n'ayant pas de familles en Israël à parler de leurs expériences.



Les avantages matériels, financier offerts à celles et ceux qui décident d'immigrer (olim) dans le cadre d'études universitaires font de l'université israélienne un rouage dans le processus de colonisation de peuplement.

6. HORIZON EUROPE, SCIENCE DIPLOMACY ET NORMALISATION

Horizon Europe est l'instrument européen principal pour la recherche et l'innovation avec un budget de près de 100 milliards pour la période de 2021-2027.

L'ISERD, la direction de la recherche et de l'innovation Israël-Europe, est la principale organisation en Israël dont la mission est d'accroître la collaboration scientifique et industrielle d'Israël avec l'écosystème européen de la recherche et de l'innovation.

Entre 2014 et 2020 Israël a bénéficié du programme Horizon 2020 à hauteur de 1, 28 milliards.

a. Dual use et recherche sur l'armement

Alors que le cadre de programme européen Horizon Europe exclut officiellement les recherches sur l'armement, les programmes de recherches associent régulièrement des entreprises internationales d'armement telles que Thales, Airbus, Safran, Dassault...

Dans le cadre de thématiques « sécurité et défense » prétendument civiles telles que la protection des frontières, la prévention des catastrophes et la surveillance maritime, les projets menés impliquent des entreprises de l'armement. Dans de nombreux cas, les technologies développées dans ce cadre sont utilisées aujourd'hui dans les conflits armés.

Les entreprises israéliennes Elbit, IAI, Rafael ont bénéficié de millions d'euros et continuent de profiter des fonds de recherche européens.

La BPI France, banque publique d'investissement en charge de l'appui à l'innovation des entreprises et de l'appui à la création d'entreprise dont le budget provient des impôts et fonds d'épargne, pilote des coopérations technologiques associant entreprises françaises et partenaires israéliens.

Les projets portés par les directions régionales de Bpifrance dans le cadre des financements ADICI (Aide au Développement de l'Innovation en Collaboration Internationale) participent à la mise en réseau des régions avec Israël.

En 2022, la banque d'investissement publique Bpifrance a investi pour un montant de 200 millions dans le nouveau fonds de capital-risque de Jerusalem Venture Partners. Cet investissement est le premier investissement de Bpifrance dans un fonds de capital-risque israélien, spécialisé dans les investissements dans les start-up web (digital médias, software, stockage, cyber-sécurité, etc.)

b. Frontex, le marché européen des drones et Israël

L'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex, bras armé de l'Europe à ses frontières et impliquée dans des refoulements illégaux et d'autres violations des droits humains contre les migrants, a mandaté Elbit et IAI pour effectuer des vols de surveillance des frontières par drone en Méditerranée.

Le projet Horizon Europe avec la start-up israélienne Sightec (2,4 millions d'euros) soutient la navigation par drones en milieu urbain. Sightec fournit un système d'analyse de drones à la police israélienne, acteur dans l'application de politiques discriminatoires et l'assujettissement des palestiniens.

Autres projets impliquant les entreprises d'armement israéliennes et l'état israélien.

OPARUS. Le projet critiqué à l'époque du fait de la participation de grandes entreprises de défense européennes (Airbus, Dassault, Thales et BAE) impliquait également IAI, dans un travail de conception et d'utilisation de drones contre les migrants, en coopération avec l'agence de « protection des frontières » Frontex.



IDETECT4ALL visait à développer de nouveaux systèmes de capteurs pour détecter les « intrus » à proximité des infrastructures critiques.

Le projet ResponDrone incluait parmi ses participants, IAI et Alpha, qui dans les premières phases du projet de recherche, ont publié un communiqué de presse commun dans lequel ils présentaient un nouveau produit, Multiflyer : « un escadron de petits hélicoptères sans humain à bord qui peut remplir une large gamme de tâches non-militaires et de sécurité intérieure ».

UnderSec, projet lancé en octobre 2023, est totalement subventionné par l'UE avec près de 6 millions d'euros sur 3 ans. Contrairement aux projets AUTOFLY et Xtend, où une unique entreprise israélienne seulement a bénéficié de subventions de l'UE dans les deux cas, ici des entreprises et institutions variées sont impliquées. Coordonné par l'institut allemand de recherche Fraunhofer-Gesellschaft, le projet inclut Rafael, qui recevra près de 450000 € et le ministère israélien de la Défense qui bénéficiera de 100 000€.

« Lawtrain », un projet de 5 millions d'euros financé par l'UE, associe le ministère israélien de la Sécurité publique et la Police nationale israélienne à leurs homologues belges, portugais et espagnols. Lawtrain réunit des entreprises, des universités et des instituts de recherche pour développer une technologie unifiant les méthodes d'interrogatoire de police.

c. science diplomacy et soft power

La **diplomatie scientifique** sert divers objectifs géopolitiques et géoéconomiques. Instrument puissant de **soft power** et de promotion de l'image de marque d'un pays, la diplomatie scientifique est aujourd'hui l'un des éléments les plus investis et reconnus de la diplomatie publique.

Israël est intégré aux programmes de recherche européens depuis 1996. Les universités israéliennes sont vues comme des modèles économiques et d'innovation scientifique. Les start-up israéliennes bénéficient de subventions européennes conséquentes se plaçant au 3^e rang des bénéficiaires du budget d'accélérateur du conseil européen de l'innovation après la France et l'Allemagne.



L'innovation dans la recherche, l'expertise reconnue internationalement à Israël tend à effacer les conditions qui rendent possible l'« excellence » du modèle israélien.

Le développement de technologie de surveillance et d'armes « innovantes », l'expertise sur l'irrigation de pointe dans un contexte d'apartheid de l'eau, l'agro-tech et la med-tech associées à Israël ne pourraient se développer sans l'occupation et l'oppression des palestiniens.

À travers la diplomatie scientifique, l'exportation de son modèle et son intégration aux programmes de recherche européen, Israël a consolidé ses liens avec l'Europe et ses pays membres par le biais de mise en réseaux entre universités européennes et israéliennes, géants de l'armement mais également entreprises régionales ici et là-bas.

Les recherches sur l'armement officiellement exclues des accords du programme Horizon Europe mais en passe d'être remis en cause, sont facilement contournées grâce au transfert de technologie des usages civils au militaires.

Exemple de *dual use* : apprentissage automatique et l'IA Lavender.

Fabrizio Sebastiani, directeur de recherche au Conseil national de la recherche en Italie (CNR), utilise dans ses recherches sur la paternité de textes médiévaux l'apprentissage automatique, un sous-ensemble de l'intelligence artificielle (IA).

« Bien que ce sujet puisse paraître anodin, j'ai été horrifié d'apprendre que ces mêmes techniques d'apprentissage automatique sont également à la base du système Lavender, récemment documenté, utilisé par l'armée israélienne à Gaza ».

L'apprentissage automatique ou LLM ont des applications notamment dans la médecine, les sciences cognitives ou la cybersécurité.

L'utilisation par Israël de « Lavender », un système basé sur l'IA qui génère des listes de personnes à abattre en analysant les données de surveillance ne reflète qu'une partie des usages de l'IA par l'état israélien contre les palestiniens. D'autres logiciels viennent compléter l'arsenal tels que « Where's daddy », technologie utilisée pour suivre des cibles et d'avertir l'armée lorsqu'elles entrent dans leur domicile ou « the gospel » qui marque les bâtiments et les structures à partir desquels, selon l'armée, les militants opèrent.

Tous participent à ce qui est qualifié aujourd'hui de **génocide assisté par IA**.



VISUALIZING PALESTINE

7. RÉPRESSION ET EMPÊCHEMENT DES PALESTINIENS EN ISRAËL

Contre le boycott académique, beaucoup d'arguments présentent les universités israéliennes comme des lieux de mixité, accessibles aux étudiants palestiniens citoyens d'Israël, et dernier refuge progressiste de la société israélienne.

Accès à l'université et discriminations

> Âge

La restriction d'âge minimum à l'entrée de l'université prenant en compte le temps de service militaire discrimine les étudiants palestiniens dans leur accès aux études. La plupart des universités exigent que les étudiants aient au moins 19 ou 20 ans pour s'inscrire dans des départements tels que le travail social, les soins infirmiers, les troubles de la communication, l'ergothérapie, la physiothérapie et la médecine. Si les universités affirment que cette politique vise à garantir que les étudiants atteignent un niveau de maturité approprié, elle affecte de manière disproportionnée les Arabes, la grande majorité d'entre eux ne s'engageant pas dans l'armée à 18 ans. Par conséquent, les étudiants qui choisissent ces programmes doivent reporter leurs études d'un ou deux ans après le lycée, ce qui incite nombre d'entre eux à étudier à l'étranger ou à opter pour d'autres domaines.

> Test psychométrique

L'accès aux universités israéliennes passe par des tests psychométriques incluant l'évaluation du raisonnement verbal et quantitatif des étudiants, leur niveau d'anglais, ainsi que d'autres aptitudes nécessaires à leur admission. Porteurs de biais, ces tests privilégient certaines catégories d'étudiants sur d'autres. Des formations coûteuses peuvent préparer les étudiants israéliens à ces tests. Lorsque les étudiants arabes accèdent à l'enseignement supérieur, d'autres obstacles supplémentaires liés aux attentes institutionnelles et aux dissonances culturelles se présentent. Les environnements universitaires en Israël hostiles aux étudiants arabes engendrent un sentiment d'aliénation et une augmentation des taux d'abandon.

> Bourses, financements et désavantages socio-économiques

Les bourses et subventions offertes par le Conseil de l'enseignement supérieur ne couvrent pas les étudiants arabes, car leurs conditions d'admission ne s'appliquent qu'aux étudiants juifs. Par conséquent, les étudiants arabes sont contraints de payer l'intégralité de leurs frais de scolarité sans aucune aide. Seulement 12 % des étudiants palestiniens terminent leurs études dans les délais impartis. De plus, la moitié des familles palestiniennes et un tiers des enfants palestiniens vivent sous le seuil de pauvreté, ce qui pousse de nombreux enfants arabes à quitter l'école en raison de difficultés économiques.

> Discriminations au logement

Les étudiants arabes palestiniens rencontrent également des difficultés d'accès aux logements. Du fait de la politique de privilèges accordés aux réservistes, les cas de discriminations sont récurrents comme en 2010 à l'université de Tel Aviv où un grand nombre de places dans les dortoirs ont été réservés pour les soldats démobilisés, laissant les étudiants arabes confrontés à une grave pénurie de logements universitaires avant la rentrée universitaire.

À l'université d'Haïfa, c'est un tribunal qui a annulé la politique discriminatoire de l'université accordant des privilèges aux vétérans dans l'accès aux résidences étudiantes.

> Discrimination dans les instances étudiantes : obstacles à l'organisation syndicale, politique et culturelle.

La répression de la part des administrations universitaires à laquelle font face les étudiants palestiniens se manifestent de multiples manières.

Des critères arbitraires et discriminants visent à empêcher l'engagement syndical et l'organisation politique comme l'interdiction faite aux palestiniens du Safed Academic College, en Galilée, de se présenter à la présidence du syndicat étudiant. Environ 60 % des étudiants du Safed College sont palestiniens, mais la condition exigeant que les candidats aient effectué leur service militaire ou civil en Israël les empêche de se présenter aux élections. Les citoyens palestiniens d'Israël sont exemptés de l'obligation de s'engager dans l'armée.

La liberté d'expression dans les universités israéliennes est à géométrie variable. La criminalisation des étudiants par le biais d'accusations d'incitation à la violence ou soutien au terrorisme est récurrent. Lors de la commémoration de la Nakba en 2022 à l'université Ben Gurion, un discours donné en arabe reprenant un poème de Mahmoud Darwich dans lequel le mot « martyr » était mentionné a entraîné une plainte d'une association étudiante d'extrême-droite venue faire une contre-manifestation ce jour-là. L'administration a donné suite à cette plainte en engageant une procédure disciplinaire contre l'étudiant.

Militarisation des espaces et police sur le campus.

> Port d'armes par les étudiants dans les universités

Selon la loi, tout civil ou militaire possédant un permis de port d'arme est autorisé à porter son arme sur le campus.

Les programmes académiques destinés aux soldats entraînent la présence de militaires en uniforme qui restent armés au sein des universités créant un climat d'insécurité pour les étudiants palestiniens.

> Collaborations des universités avec la police israélienne et le Shin Bet.

En 2015, un article fait état de la collaboration entre le Shin Bet et les universités israéliennes fournissant des informations personnelles et les coordonnées de leurs anciens étudiants dans le but de les recruter. Le Shin Bet est autorisé par la loi à exiger les informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Sanctions disciplinaires de la part des administrations depuis le 7 octobre 2023

Un rapport d'Adalah sur les persécutions des étudiants palestiniens dans les universités et collèges israéliens compile les données sur les procédures disciplinaires engagées contre des étudiants palestiniens – citoyens israéliens et résidents de Jérusalem-Est – pour leurs activités sur les réseaux sociaux depuis le 7 octobre 2023. Les procédures disciplinaires engagées par les directions d'universités outrepassent la loi et les motifs légaux en leur pouvoir créant un environnement universitaire hostile, incitatif et dangereux pour de nombreux étudiants et professeurs palestiniens.

Ces sanctions ont servi d'appui aux manifestations d'étudiants juifs exigeant l'expulsion des étudiants palestiniens faisant l'objet de procédures disciplinaires des écoles et des résidences universitaires, bien que dans certains cas, ces étudiants aient été acquittés. Des enquêtes menées auprès d'étudiants palestiniens indiquent qu'ils ne se sentent pas en sécurité sur le campus et qu'un pourcentage élevé d'entre eux envisagent d'abandonner leurs études.

Le ministre de l'Éducation, Yoav Kisch, a demandé aux établissements universitaires de prendre des mesures contre les étudiants qui manifestent leur soutien ou leur affiliation à des organisations terroristes, s'identifient à des actes terroristes ou incitent à les commettre, et de porter plainte auprès de la police israélienne. Plusieurs établissements ont répondu à la demande du ministre, et certains ont même porté plainte contre leurs étudiants. Le transfert des dossiers à la police a conduit à l'enquête et à l'arrestation de certains étudiants, tandis que d'autres ont même été inculpés. Dans plusieurs cas, les commissions de discipline des établissements universitaires ont accusé les étudiants d'incitation et de soutien à des activités terroristes, même après que la police n'ait pas trouvé de preuves suffisantes pour les poursuivre ou même les convoquer pour interrogatoire.

TAU, Bar Ilan, Ben Gurion et Technion font partie des institutions qui ont signalé des cas d'étudiants à la police.

Répression des enseignants

Neve Gordon et Ilan Pappé, anciens enseignants en Israël font état des pressions subies pour leurs soutiens à la Palestine et leurs positions anti-sionistes.

Des groupes d'extrême-droite tels que IsraCampus, Israel Academia Monitor, l'ultranationaliste Im Tirtzu, ou encore Btsalmo, confortés par la politique du gouvernement, font pression sur les administrations académiques demandant le licenciement des membres du corps enseignant et le contrôle des programmes, exhortant les donateurs étrangers à retirer leurs fonds à moins que les membres du corps enseignant qu'ils ont ciblés ne soient renvoyés. Soutenus par des membres de la Knesset et des ministres, ils s'appuient sur une alliance entre des éléments de la société civile, une poignée de donateurs et le gouvernement pour étouffer la liberté académique et la critique de la politique israélienne.

En avril 2024, la police israélienne a arrêté la professeure Nadera Shalhoub-Kevorkian à Jérusalem pour incitation à la haine. La persécution de la professeur Nadera Shalhoub-Kevorkian remonte au 29 octobre 2023, lorsque les professeurs Asher Cohen et Tamir Scheafer, président et recteur de l'HUJI, lui ont envoyé une lettre en lui demandant de démissionner suite à la signature d'une pétition appelant à un cessez-le feu. Une plainte de l'organisation de droite « Btsalmo » auprès de l'université hébraïque a entraîné la suspension de ses activités d'enseignement. Malgré la levée de sa suspension, le harcèlement menée contre elle par la police, des organisations de droite et des membres du gouvernement israélien et de la Knesset se poursuit.

En mai 2025, l'université d'Haïfa décide de suspendre l'association *Standing Together* suite à un sit-in anti-guerre de 10 minutes non autorisé réunissant une douzaine d'étudiants. La manifestation a entraîné les critiques de Btsalmo, qui a porté plainte auprès de l'administration de l'université au prétexte d'incitation à la violence contre les soldats de Tsahal.

À noter que *Standing Together* est une organisation de gauche prônant la « paix », ayant une lecture qui invisibilise la situation coloniale, et présente Israël comme un état tolérant, diversifié et normal, mettant l'accent sur la « haine » plutôt que sur l'oppression subie par les palestiniens.

Violence, invisibilisation, répression et harcèlement sont le cadre dans lequel doivent évoluer les étudiants palestiniens citoyens israéliens qui entreprennent des études universitaires.

Nombre d'entre eux choisissent d'étudier à l'étranger pour des raisons d'accès et financières tout en sachant qu'à leur retour d'autres difficultés se présenteront. En effet, depuis 2019, Israël ne reconnaît pas d'autres diplômes que ceux des pays de l'OCDE.

8. CONCLUSION

Les universités israéliennes sont un rouage du projet colonial depuis leur création.

La participation des universités est double : la production de savoir appuie l'état dans sa politique coloniale et s'exporte à l'international où elle participe à l'image de marque d'Israël.

Le racisme, l'extractivisme, la colonisation, l'apartheid rendent possibles ces innovations qui font d'Israël une start-up nation érigée en modèle.

Les étudiants, professeurs et personnels qui ne sont pas engagés en tant que soldats s'engagent comme soldats de la guerre cognitive et ambassadeurs d'Israël.

En mai 2024, des chercheurs en nutrition des universités Ben Gurion et de l'université hébraïque en collaboration avec le ministère de la santé israélien ont publié une étude sur l'aide alimentaire livrée dans la bande de Gaza par voie terrestre de janvier à avril 2024, telles qu'enregistrées par le COGAT, l'organe du ministère de la Défense qui coordonne l'approvisionnement en aide à Gaza. Leur conclusion : « La quantité de nourriture livrée par habitant devrait être suffisante pour l'ensemble de la population de Gaza et répond aux recommandations humanitaires pour la livraison d'aide alimentaire aux populations touchées par le conflit, pendant la période examinée. »

La **hasbara** s'est intensifié avec la réactivation de « chambres d'opérations », le développement de nouvelles applications, l'occupation de l'espace médiatique, la production de contenus pour les réseaux sociaux. Des campagnes de dénigrement existant depuis des années, notamment contre BDS, les Nations Unies, l'UNRWA ou encore l'UNIFIL, fournissent des ressources et une base au travail de lobbying continu qui est mené auprès des États-Unis et de l'Europe dont les gouvernements partagent avec la politique israélienne des intérêts économiques et une histoire coloniale ininterrompue.

Israël a bénéficié du cadre des programmes européens de recherche, Horizon 2020 et Horizon Europe qui associent états, entreprises nationales et régionales, et universités. Plusieurs programmes ont permis à des entreprises d'armement israéliennes de recevoir des subventions conséquentes de l'Europe.

La valorisation depuis plusieurs années du modèle académique israélien notamment Technion vient normaliser une situation coloniale d'exploitation des palestiniens. Surveillés, ils sont une ressource que l'état israélien exploite dans le développement des technologies de surveillance affinées et réutilisées sur les populations colonisées puis exporter aux pays occidentaux et au reste du monde.

La start-up nation qu'est Israël et ses innovations civiles ou militaires sont rendues possible grâce au laboratoire que constitue la population palestinienne et aux pays alliés, co-acteurs de ce modèle.

La normalisation et les relations de plus en plus étroites ont contribué à effacer la colonisation, l'occupation et l'apartheid, et empêcher une réaction des universités européennes contre le projet génocidaire israélien en cours en Palestine.

En Europe et en France, l'image longtemps véhiculée d'une université et d'un monde de la recherche comme espaces de libertés académiques et intellectuelles a fini de s'écrouler au sol après octobre 2023.

La question du boycott académique vient rappeler les enjeux de pouvoir, économiques et géostratégiques dans la science mais aussi l'assujettissement de la recherche et des universités françaises à l'état et à ses financeurs.

Le silence des institutions universitaires et de la « communauté » scientifique en France a permis une répression sans obstacles des étudiants et enseignants-chercheurs qui se sont positionnés sur le génocide à Gaza.

Les universitaires et le monde de la recherche continuent de s'enfermer dans un « déni de la colonialité et le refus du paradigme colonial pour penser Israël » au moment où l'état ajoute un nouvel outil à son arsenal répressif dans les universités. La loi contre les nouvelles formes de l'antisémitisme marque une nouvelle étape dans la politique française d'invisibilisation du génocide à Gaza.

Les liens entre les laboratoires de recherche et les intérêts militaires ont toujours existé mais sont restés jusque-là peu médiatisés. Avec la privatisation des universités, dans un contexte de crise des financements et de commercialisation de la recherche, l'appel à la participation des universités dans la défense et la sécurité nationale se fait plus pressant et ouvertement valorisée.

En France, la **DGA** via son agence de l'innovation de défense (**AID**) multiplie les programmes de recherche au sein des universités françaises.

Le programme ASTRID

Le programme ASTRID financé par l'AID (agence innovation de défense de la DGA) vise à stimuler de nouvelles voies de recherche et à favoriser des ruptures scientifiques et technologiques (deep tech) aux applications potentielles pour la défense, la recherche civile et l'industrie.

La création au sein des universités d'un poste de fonctionnaire de sécurité de défense et de **ZRR**, zones à accès réglementé dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et technique national, posent un cadre institutionnel qui vient renforcer une approche sécuritaire et protectionniste dans la recherche française.

À Aix-Marseille université, au-delà des coopérations avec les entreprises de l'armement, des liens privilégiés s'établissent avec l'armée, créant des pont entre la défense et le monde académique. L'université d'Aix Marseille est membre du Club des partenaires de la DGA depuis mai 2013. À ce titre, les unités d'AMU peuvent bénéficier de cofinancement de thèse de la part de la DGA.

Dans le cadre du plan ministériel « Ambition Armées Jeunesse » et de l'accord-cadre signé le 27 mai 2024 entre la zone de défense et de sécurité Sud (EMZDS-Marseille), AMU a lancé un « Enseignement de défense ».

La mise en place de deux bonus « réserviste » et « esprit de défense » à destination des étudiants souhaitant revaloriser leur moyenne, consiste pour le premier à intégrer la réserve opérationnelle de l'armée et la seconde en sessions de conférences dispensées par des militaires afin de « Comprendre les ressorts et les enjeux de la politique de défense de la France dans les contextes nationaux et internationaux actuels ».

L'appropriation et la validation par le monde de la recherche d'approches militariste, extractiviste et sécuritaire des enjeux de la science font des chercheurs les acteurs de la militarisation en cours et s'inscrivent en droite ligne de l'histoire coloniale des sciences en Occident.

L'exemple du projet de l'université d'Avignon TRADEF : Suivi et détection des fake news et deepfakes dans les réseaux sociaux arabes

« La guerre cognitive [ou guerre de 4ème génération (4GW)] a comme objectif de déstabiliser les institutions d'un pays en influençant l'opinion publique. Cette déstabilisation agit via la manipulation de l'information, notamment via les réseaux sociaux. Ainsi, cela aboutit à la diffusion de ce que l'on appelle communément fakenews ou deepfakes. Notre objectif dans ce projet est de détecter d'une manière précoce ce type de désinformation, de dénigrement et de propagande. Une autre originalité de ce projet est de s'intéresser à la désinformation dans le contexte de l'arabe dialectal.»

GLOSSAIRE

AID : L'agence de l'innovation de défense a été créée le 1^{er} septembre 2018 pour coordonner l'innovation en matière de défense.

Capital-risque (venture capital) : produit d'investissement qui permet aux investisseurs de monter au capital d'une entreprise non cotée disposant d'un potentiel de croissance élevé.

Deep tech : désigne l'ensemble des entreprises et des projets développant des produits ou des services fortement technologiques (exemples : ARN messenger, intelligence artificielle, nanotechnologies, microalgues...)

DGA : La délégation générale pour l'armement (DGA) est responsable de toutes les opérations liées aux acquisitions d'armement pour les trois armées, que leur développement soit sous-traité à l'industrie, réalisé au sein de la DGA (chantiers navals) ou que l'équipement soit acheté “sur étagère” en France ou à l'étranger.

Dual use : se dit de biens, technologies qui peuvent s'adapter à des usages civils et militaires. Le terme « double usage » faisait à l'origine référence à un ensemble spécifique de matières nucléaires après la Seconde Guerre mondiale qui pouvaient être utilisées à des fins militaires (armes) et civiles (énergie).

ELNET : groupe de lobby pro-israélien qui assiste des partenaires européens pour contrer les critiques envers Israël en Europe fondé en 2007.

Frontex : agence de l'Union européenne chargée du contrôle et de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen.

Greenwashing : méthode de marketing consistant à communiquer auprès du public en utilisant l'argument écologique de manière trompeuse pour améliorer son image. Israël contribue à dissimuler par ce biais ses crimes de guerre contre le peuple palestinien, se faisant passer pour un pays vert et avancé.

Haganah : principale organisation paramilitaire de la population juive (« Yishouv ») en Palestine mandataire entre 1920 et 1948, lorsqu'elle est devenue le noyau de la Force de défense d'Israël (FDI), classée par plusieurs pays comme une organisation terroriste.

Hasbara : terme qui renvoie aux stratégies de communication et de propagande de l'État d'Israël à destination de l'étranger.

HEMED : département scientifique de la Haganah créée en 1946 afin de développer et fabriquer des armements et jeter les bases de l'industrie de défense israélienne

Horizon europe : programme-cadre de l'Union européenne (UE) pour la recherche et l'innovation pour la période 2021-2027 dans le prolongement du précédent programme "Horizon 2020"

JNF : Le **Fonds national juif** en hébreu *Keren Kayemeth LeIsrael* (KKL) littéralement « fonds pour la création d'Israël » est un organisme du mouvement sioniste fondé en 1901 en Suisse pour s'occuper de l'achat de terre en Palestine (alors ottomane, puis mandataire) et de la préparation des futurs pionniers juifs.

Licorne : jeune société, en règle générale de moins de 10 ans et non cotée en bourse, qui affiche une valorisation de plus d'un milliard de dollars.

Lone soldier : membre des Forces de défense israéliennes (FDI) qui n'a pas de soutien familial en Israël ou à proximité.

Nakba : expulsion et exode forcé de 800 000 Palestiniens à la création de l'État d'Israël en 1948.

Normalisation : processus d'établissement de relations diplomatiques normales entre deux pays.

Palmach : est le nom d'une des forces paramilitaires juives sionistes en Palestine mandataire composées de 9 unités de chocs

Revolving doors : Situation dans laquelle le personnel évolue entre des rôles de législateur ou de régulateur dans le secteur public, et d'employé ou de lobbyiste d'industries (concernées par la législation et la réglementation de l'État) dans le secteur privé entraînant par exemple des conflits d'intérêts et renvois d'ascenseur.

Science diplomacy : utilisation de la science comme soft power pour faire avancer des objectifs diplomatiques

Soft power : capacité d'un état à influencer et à orienter les relations internationales en sa faveur grâce à des stratégies d'influence afin de renforcer ainsi la légitimité de son action internationale, ce qui constitue également un facteur de puissance.

Start-up : entreprise nouvelle et innovante à fort potentiel de croissance et de spéculation sur sa valeur future.

Tech transfer society : assurent le passage des innovations entre les laboratoires de recherche et les entreprises qui les commercialiseront.

ZRR : Une zone à régime restrictif (ZRR), en France, est une zone à accès réglementé dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et technique national

RESSOURCES

> livres

Maya Wind, *Towers of Ivory and Steel: How Israeli Universities Deny Palestinian Freedom*. Verso, Janvier 2024

Ilan Pappé, *Out of the Frame: The Struggle for Academic Freedom in Israel*, Pluto Press, 2010
Le nettoyage ethnique de la Palestine, Fayard, 2008

Nick Riemer, *Boycott Theory and the Struggle for Palestine*. Rowman & Littlefield, 2023

Eyal Sivan Armelle Laborie, *Un boycott légitime. Pour le BDS universitaire et culturel de l'État d'Israël*. La fabrique, 2016

Antony Loewenstein, *The Palestine Laboratory: How Israel Exports the Technology of Occupation Around the World*. Verso, 2023

Leopold Lambert, *La politique du Bulldozer, la ruine palestinienne comme projet israélien*. Éditions B2, 2016

> Articles

- **Ibrahim Rabaia, Lourdes Abash**. *Destruction of higher education (educide) in the Gaza Strip: Assessment and support mechanisms*. Ifpo - Institut français du Proche-Orient. 2024

- **Sbeih Sbeih**, *L'université colonisée : entre la destruction du savoir en Palestine et déni de colonialité en France*. Contretemps. Mai 2025

- **Tsedek**, *proposition de loi contre l'antisémitisme une instrumentalisation au service de la mise au pas de l'université*. Avril 2025

> sites et campagnes

BDS PACBI La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI)

CUCCP Coordination universitaire contre la colonisation en Palestine. E-book sur le boycott académique

Right 2 education campaign. La campagne pour le droit à l'éducation est un mouvement palestinien populaire, lancé depuis l'université Birzeit et qui travaille à documenter, rechercher et sensibiliser aux problèmes auxquels sont confrontés les étudiants, les enseignants et les institutions universitaires palestiniens sous l'occupation militaire israélienne.

AURDIP (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine) est une organisation française d'universitaires créée en 2009.

Visualizing Palestine utilise des données et des recherches pour communiquer visuellement les expériences palestiniennes. Visuel « Academia serving apartheid »

Rapport du **CAAT** et **demilitarize education** : « weaponizing universities »

ECCP European Coordination of Committees and Associations for Palestine
Rapport « Horizon Europe : Le financement de la mort, de la discrimination et des déplacements forcés en Palestine »

Adalah - Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël est une organisation de défense des droits de l'homme basée à Haïfa qui est spécialisée dans la représentation politique et juridique de la minorité arabe en Israël. Adalah a été fondée en novembre 1996.

« Repression of Palestinian Students in Israeli Universities and Colleges »

Rapport « The Persecution of Palestinian Students in Israeli Universities and Colleges during the War on Gaza »

MIT coalition for Palestine. Rapport « MIT Science for genocide »

Le militaire et la recherche en France

- *Des treillis dans les labos.* Editions Le mondes à l'envers. Mai 2024

- *L'université désintégrée : la recherche grenobloise au service du complexe militaro-industriel ...* Groupe Grothendieck. Le monde à l'envers. 2021



Mai 2024. Rassemblement contre le génocide. Aix-Marseille Université